

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

## COMPTES REGROUPES DU CREDIT MUTUEL DE MAINE-ANJOU ET BASSE-NORMANDIE

Siège social : 43, Boulevard Volney 53083 Laval Cedex 9

SIREN : 556 650 208

### I. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2024 (en milliers d'euros)

#### A. BILAN

Actif	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, banques centrales	29 000	27 362
Effets publics et valeurs assimilées	569 718	753 576
Créances sur les établissements de crédit	1 155 250	783 290
Opérations avec la clientèle	14 431 907	14 493 478
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 832 871	1 975 881
Actions et titres à revenu variable	177 651	184 290
Participations et autres titres détenus à long terme	21 136	22 004
Parts dans les entreprises liées	546 849	526 952
Immobilisations incorporelles	14	16
Immobilisations corporelles	33 451	31 144
Autres actifs	212 713	235 111
Comptes de régularisation	116 255	163 614
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>19 126 815</b>	<b>19 196 718</b>

  

Passif	31/12/2024	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	1 384 695	1 698 834
Opérations avec la clientèle	12 284 003	12 011 922
Dettes représentées par un titre	2 746 914	2 831 460
Autres passifs	124 264	136 258
Comptes de régularisation	137 072	160 733
Provisions pour risques et charges	175 158	161 708
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	188 034	188 034
Dettes subordonnées	0	0
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>	<b>2 086 675</b>	<b>2 007 769</b>
Capital souscrit	286 555	291 019
Primes d'émission	9 563	9 563
Réserves	1 698 709	1 596 071
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau (+/-)	0	0
Résultat de l'exercice (+/-)	91 848	111 116
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>19 126 815</b>	<b>19 196 718</b>

  

Hors bilan	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>		
Engagements de financement	- 1 504 718	-1 657 652
Engagements de garantie	- 427 961	-431 160
Engagements sur titres	0	0
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement	0	0
Engagements de garantie	2 915 421	3 163 265
Engagements sur titres	- 90 207	-83 025

## B. COMPTE DE RESULTAT

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	518 328	457 589
Intérêts et charges assimilées	-473 040	-387 625
Revenus des titres à revenu variable	114 184	96 235
Commissions (produits)	163 494	161 495
Commissions (charges)	-29 060	-27 114
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	-3 812	-452
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	26 215	3 001
Autres produits d'exploitation bancaire	836	558
Autres charges d'exploitation bancaire	-2 093	-2 316
<b>Produit net bancaire</b>	<b>315 052</b>	<b>301 371</b>
Charges générales	- 184 692	-176 536
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 688	-3 875
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>126 672</b>	<b>120 960</b>
Coût du risque	-19 902	-8 547
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>106 770</b>	<b>112 413</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	653	7 132
<b>Résultat courant avant impôt</b>	<b>107 423</b>	<b>119 545</b>
Résultat exceptionnel	4	0
Impôt sur les bénéfices	-15 579	-8 429
Dotations/reprises des FRBG et provisions réglementées	0	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>91 848</b>	<b>111 116</b>

## II. ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Les notes annexes sont établies conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables 2020-10 du 22 décembre 2020, modifiant le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, qui regroupe l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit. Les opérations non visées par le règlement 2020-10 sont présentées de manière à respecter règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement ANC 2023-08 du 22 novembre 2023, par le règlement ANC 2023-05 du 10 novembre 2023 et par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022.

Ces notes comprennent 5 parties :

- A. Evénements significatifs
- B. Périmètre des comptes regroupés
- C. Principes comptables généraux
- D. Informations sur les postes du Bilan, du Hors Bilan et du Compte de Résultat
- E. Autres informations

### A. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS

L'exercice 2024 du Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie a été marqué par les événements suivants :

#### **Evolution de la structure de l'actionnariat d'HELLOASSO**

Le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie a acquis, au cours de l'année 2024, un total de 1 679 actions de sa filiale HELLOASSO aux associés fondateurs, aux associés salariés, conformément aux pactes d'associés de 2017 et 2020 et à la SAS Océan Participations pour un prix total de 18 214 976,35€.

A l'issue de ces opérations, le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie détient 98,1215% du capital d'HELLOASSO.

#### **Cession d'OATi 0,10% 032025 (FR0012558310)**

Au 31/12/2023, le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie détenait un nominal de 157 000 000€ d'OATi 0,10% 03/2025 (FR0012558310).

Le 17/12/2024, ce stock de titres a été cédé pour 186 380 565€.

Cette opération s'est traduite par la comptabilisation d'une plus-value de 16 695 335€ qui s'explique principalement par la prime inflation calculée sur la base du nominal à la date de la transaction, corrigée de la même prime inflation payée à l'entrée en stock des titres ( $[157\,000\,000\text{€} \times 0,18821] - 11\,637\,950\text{€} = 17\,911\,020\text{€}$ ). L'écart résiduel est essentiellement dû à l'affectation en résultat de la décote/surcote restant à lisser.

#### **Détermination du provisionnement collectif sur encours sains**

Depuis 2019, le provisionnement sur encours sains comptabilisé au sein du Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse-Normandie est basé sur le provisionnement « IFRS9 ».

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) poursuit les travaux visant à étudier la possibilité de faire évoluer le règlement français au niveau des principes de provisionnement, mais aucun texte n'a encore été publié à ce jour.

L'objectif de rendre le niveau de provisionnement sur encours sains lisible quel que soit le référentiel comptable consulté étant permanent, il a été décidé en 2020 de procéder à un changement d'estimation en retenant, depuis cette date, le provisionnement « Stage 1 IFRS9 » en complément du « Stage 2 IFRS9 » en normes françaises, ce qui n'est pas incompatible avec les textes français actuels.

La comptabilisation est positionnée en « Provisions pour Risques et Charges » et n'est pas déductible fiscalement. Les variations de l'exercice sont enregistrées dans la rubrique « coût du risque ».

L'impact résultat du provisionnement sur encours sains dans les comptes du Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse-Normandie est de 0,8M€ pour un total provisionné de 134M€.

(En Milliers €)	2023	2024	Impact résultat
<b>Provision collective sur encours sains (base « S1 IFRS9 »)</b>	<b>77 457</b>	<b>70 051</b>	<b>+ 7 406</b>
<i>Dont calcul de base avec paramètres nationaux</i>	<i>9 054</i>	<i>10 097</i>	<i>- 1 043</i>
<i>Dont overlays nationaux</i>	<i>2 823</i>	<i>1 148</i>	<i>+1 675</i>
<i>Dont complément sectoriel régional</i>	<i>65 580</i>	<i>58 806</i>	<i>+6 774</i>
<b>Provision collective sur encours sains (base « S2 IFRS9 »)</b>	<b>57 332</b>	<b>63 901</b>	<b>- 6 569</b>
<i>Dont calcul de base avec paramètres nationaux</i>	<i>21 780</i>	<i>27 053</i>	<i>-5 273</i>
<i>Dont overlays nationaux</i>	<i>4 985</i>	<i>3 099</i>	<i>+1 886</i>
<i>Dont complément sectoriel régional</i>	<i>30 567</i>	<i>33 749</i>	<i>-3 182</i>
	<b>134 789</b>	<b>133 952</b>	<b>+ 837</b>

Les provisions « IFRS9 » retenues peuvent être subdivisées en trois parties :

- Un **premier compartiment** résultant d'un calcul obtenu avec les **paramètres nationaux de base**, au sein desquels plusieurs éléments ont évolué en 2024 (37 150K€ vs 30 834K€ en 2023, soit +6 316K€) :
  - **Définition de la frontière entre Stage 1 et Stage 2**  
L'augmentation significative du risque de crédit (SICR<sup>1</sup>), si elle est avérée, déclenche le transfert du Stage 1 vers le Stage 2. Pour la mesure de ce SICR, on s'appuie sur la comparaison de la Probabilité de défaut à l'octroi et à la date d'arrêté (Corporate de masse et Retail).  
Depuis 2023, la définition de la frontière Stage 1 / Stage 2 repose sur les deux règles suivantes :
    - Le seuil de risque faible, en deçà duquel aucun transfert en Stage 2 n'est possible, est basé sur une valeur de probabilité de défaut de 0,30% ;
    - L'ajout d'une frontière à « PD x 3 » est toujours d'actualité ; ainsi, toute progression supérieure à Min (PD + 400BP ; PD x 3) déclenche le passage en Stage 2.
  - **Composantes forward looking**
    - Modification de la pondération des scénarios  
Pour mémoire, la dimension prospective intégrée dans les paramètres de calcul s'articule autour de trois scénarios :
      - **Scénario pessimiste** (majoration des probabilités de défaut de la plus forte variation constatée historiquement, soit pendant la crise financière de 2008-2009) ;
      - **Scénario neutre** (projection des dernières probabilités de défaut à partir d'un modèle macro-économique) ;
      - **Scénario optimiste** (prolongement de la tendance baissière des probabilités de défaut)

La pondération du scénario pessimiste a été significativement réduite au 31/12/2024 :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Scénario pessimiste</b>	40%	75%	75%	80%	30%	<b>25%</b>
<b>Scénario neutre</b>	50%	24%	24%	19%	60%	<b>70%</b>
<b>Scénario optimiste</b>	10%	1%	1%	1%	10%	<b>5%</b>

- Intégration de variables macro-économiques prévisionnelles  
Comme en 2023, l'approche prospective définie ci-dessus intègre des variables macro-économiques projetées :
  - Pour le marché des **particuliers**, Taux de chômage et PIB ;
  - Pour le marché des **professionnels**, TEC10 et PIB ;
  - Pour le marché des **corporate**, Euribor 3 mois et CAC40.
- Un **complément de provisionnement national**, ne s'appuyant plus que sur deux « overlays » (l'« overlay PGE Moratoires » qui existait fin 2023 disparaît en 2024 du fait de l'intégration du stress lié à ce type de risques dans la cotation retenue pour le calcul du provisionnement) :

<sup>1</sup> Significant Increase in Credit Risk

	Risque de modèle	Risque sectoriel climatique	Total
Overlays (K€)	3 628	619	4 247

- Un « overlay pour risque de modèle », qui se traduit par l'application d'un facteur multiplicatif défini par le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie au niveau de sa valeur plancher, soit 1,1 pour les algorithmes de cotation du Portefeuille HDP (High Default Portfolio) et 1,05 pour l'algorithme de cotation « Grands Comptes » du Portefeuille LDP (Low Default Portfolio ; pas d'application de facteur multiplicatif aux autres algorithmes de cotation du Portefeuille LDP, soit « Souverains », « Collectivités », « Banques » et « Financements spécialisés ») ;
- Un « overlay pour risque sectoriel climatique », qui se traduit par une majoration croissante des Probabilités de défaut sur l'échelle de maturité des encours liés aux secteurs NACE suivants, limité aux contrats affectés au Stage 2 :
  - A01 Culture et production animale, chasse et services annexes
  - C23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques
  - C24 Métallurgie
  - C19 Cokéfaction et raffinage
  - D35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné
  - H49 Transports terrestres et transport par conduite
  - H50 Transport par eau
  - H51 Transports aériens
- Un **complément de provisionnement régional** prenant en compte des spécificités sectorielles régionales plus marquées, calculé avant impact du stress sectoriel national.

Au titre de ce dernier point, l'analyse des informations et des portefeuilles de l'établissement amène les commentaires suivants :

#### ○ **Agriculture**

En 2024, des conditions climatiques atypiques ont favorisé la croissance de l'herbe, mais la pluviométrie excessive a lourdement impacté les rendements céréaliers, avec une récolte au plus bas depuis quarante ans. Les productions d'oléagineux et de protéagineux sont également en baisse. La production animale présente un bilan mitigé, avec une reprise des volumes pour la collecte de lait et la filière avicole, mais des baisses pour les bovins et ovins. Les prix des intrants agricoles continuent de se replier, notamment pour les engrais et les aliments pour animaux, malgré une stabilisation en fin d'année. Enfin, l'excédent agroalimentaire français s'érode, marqué par des échanges défavorables avec les pays tiers et des difficultés dans les exportations de produits transformés. Les prix des produits agricoles progressent au global de +3,0 % sur les dix premiers mois de l'année 2024.

Au niveau national comme régional, l'agriculture est un secteur qui connaît peu de défaillances (2,2% au niveau national selon les données Altarès) et le taux de croissance des dites défaillances est contenu en 2024 (+13,4% contre +17,0% tout secteur confondu).

Sur le territoire MABN, à forte dominante rurale, le secteur agricole a connu 19 défaillances en 2024.

Au global, les encours Douteux et Contentieux sur ce secteur (codes NACE « 01-Culture et production animale ») représentent 1,68% des encours contre une moyenne de 2,62% sur les marchés des professionnels et des entreprises. Ce secteur est donc moins risqué que la globalité du portefeuille. Cependant, avec un encours de 1263M€ au niveau du Groupe MABN, l'agriculture représente une activité significative.

#### ○ **Automobile**

En 2024, le secteur automobile en France est toujours en difficulté : les immatriculations sont toujours en baisse (-3,2%) et ne retrouvent pas le niveau d'avant la crise sanitaire (le recul est proche de 25% comparé à 2019). Le secteur automobile français fait face à des transformations majeures, portées par des enjeux économiques (hausse des coûts de production de 26% depuis 2019), écologiques (durcissement des normes) et technologiques (transition vers l'électrique ou l'hybride). L'essor des véhicules électriques et hybrides témoigne d'une volonté croissante des consommateurs de se tourner vers des solutions plus écologiques, mais le marché connaît des fluctuations liées aux incertitudes économiques, notamment en matière de subventions accordées sur les véhicules propres. Si des segments comme les véhicules hybrides rechargeables résistent encore, les constructeurs doivent redoubler d'efforts en matière d'innovation pour

répondre à une demande en pleine mutation. Avec la montée en puissance des constructeurs chinois et les changements de motorisations, tous les secteurs se trouvent percutés par la mutation du modèle, des sous-traitants du secteur automobile aux agents des domaines du commerce et de la réparation.

Au niveau national et régional, les défaillances d'entreprises sur le secteur du commerce et de la réparation de véhicules progressent moins que la moyenne des secteurs (progression de 14,2% sur le secteur pour une moyenne de 17,0% tout secteur confondu). L'augmentation est néanmoins significative en Normandie avec une progression de 42,3% ; elle reste modérée en région Pays de Loire avec une hausse de 10,9%.

Avec 34 défaillances sur le territoire MABN (contre 30 en 2023), le secteur du commerce et de la réparation automobile demeure un secteur qui présente une sinistralité forte. Compte tenu de nos expositions, notre attention est toute particulière sur les domaines de la sous-traitance et de la distribution.

L'ensemble de ces éléments nous conduit à maintenir une ligne de provisionnement sur le secteur automobile au titre de l'exercice 2024.

#### ○ **Bâtiment et Travaux Publics (BTP)**

Après une érosion de son activité en 2023 (-0,9%), le bâtiment entre pleinement en récession en 2024 à - 6,6% en volume, entraîné vers le bas par le neuf. En effet, après -24,9% en 2023, les mises en chantier de logements poursuivent leur chute à -14,2% pour atteindre un plancher historique de 253 000 unités. L'individuel s'effondre de 23,7% et le collectif résiste à -6,9% « seulement », grâce au programme de rachat, non pérenne, d'une partie du stock des promoteurs par Action Logement et CDC Habitat. Le non-résidentiel neuf voit sa production décrocher de 7,4%, hors effet prix. Seul l'entretien-amélioration progresse à +1,2% en volume, soit à un rythme deux fois moindre qu'en 2023, pénalisé par la rénovation du logement (+0,8%). Cette dernière a souffert de la réforme manquée de MaPrimeRénov' sur les cinq premiers mois de 2024, mais aussi du nouveau recul des transactions de logements anciens avec travaux immédiats. En revanche, la rénovation dans le non-résidentiel a conservé un rythme de plus de 2% l'an, en lien avec les premiers effets de l'audit tertiaire et du programme de rénovation énergétique des écoles.

L'année 2025 s'annonce encore très mauvaise dans le bâtiment, avec une activité qui se contracterait de 5,6 % en volume, une nouvelle fois pénalisée par le neuf. Deux facteurs négatifs joueront à plein : l'amont de la filière, toujours mal orienté en 2024 avec la poursuite des chutes respectives d'environ 15% et 30% des ventes des constructeurs de maisons individuelles et des mises en vente des promoteurs aux particuliers ; l'abandon du PLF 2025 consécutif à la chute du gouvernement Barnier, qui renvoie à un horizon indéfini des mesures en faveur du logement. Le non-résidentiel neuf, avec une activité prévue en baisse de 15 % à prix constants, souffrirait de l'incertitude générale et de conditions de crédit pas suffisamment incitatives.

Au niveau national, les défaillances ont progressé de 26,4% sur le secteur de la construction en 2024 (incluant les activités du bâtiment et de l'immobilier) contre 17,0% de progression tout secteur confondu (données Altarès).

Sur notre secteur géographique (départements représentant le territoire du CM MABN), le secteur du BTP représente 17% des défaillances (poids stable depuis 3 ans).

Au global, les encours douteux et contentieux sur ce secteur (codes NACE « 41-construction de bâtiments », « 42-Génie civil » et « 43-Travaux de construction spécialisés ») représentent 5,04% des encours contre une moyenne de 2,62% sur les marchés des professionnels et des entreprises. Ce secteur est donc sensiblement plus risqué que la globalité du portefeuille.

La conjoncture est extrêmement défavorable et les perspectives 2025 demeurent dégradées dans le secteur du bâtiment. Les difficultés de certains acteurs de promotion immobilière sur le territoire témoignent de la grande fragilité du secteur et peuvent se répercuter sur les acteurs locaux du bâtiment. Des entreprises du bâtiment de taille significative, implantées sur les bassins rennais et nantais, viennent désormais se positionner sur des agglomérations plus petites du territoire MABN pour conserver un niveau d'activité ; cette nouvelle concurrence peut mettre en difficulté les entreprises locales. Si les statistiques ne montrent pas de défaillances plus significatives sur notre territoire qu'au niveau national, le secteur affiche une sinistralité plus importante comparativement aux autres secteurs dans le portefeuille de crédits du CM MABN. Le poids significatif de ce secteur nous conduit à maintenir une ligne de provisionnement au titre de l'exercice 2024.

#### ○ **Petit commerce de proximité**

La consommation des ménages devrait progresser de façon modérée en 2025. Les ménages restent ultra-sensibles à l'inflation, notamment alimentaire. L'avantage va donc aux grandes enseignes loin des centres-

bourgs, d'autant qu'elles peuvent jouer sur la péréquation des marges : la marge sur certains produits est augmentée afin de compenser sa réduction sur d'autres, souvent des produits d'appel. Dépenses facilement arbitrables, présence d'une offre concurrente agressive voire déloyale sur Internet et marché de la seconde main sont les trois principaux éléments expliquant la plus ou moins grande intensité des difficultés des magasins physiques selon les secteurs. Il y a longtemps que l'habillement a coché toutes les cases, ce qui explique pourquoi la casse y est spectaculaire depuis une dizaine d'années. L'ameublement et par extension l'équipement du logement, glisse aussi peu à peu : la part de marché du meuble captée par les pure-players du e-business progresse et un peu moins d'un tiers du mobilier entrant dans les ménages est désormais d'occasion. La santé (pharmacies, magasins d'optique, d'appareils auditifs) et la beauté (salons de coiffure et autres) sont relativement épargnées, mais actuellement, il y a globalement plus de perdants que de gagnants dans le commerce.

Selon les données Altarès, au niveau national, la progression des défaillances en 2024 est de +9,2% pour le petit commerce et +9,1% pour le CHR (Café, Hôtellerie, Restauration) contre 17,0% de progression tout secteur confondu. Pour le commerce de détail, la région Normandie connaît une croissance plus soutenue qu'au niveau national avec une progression de +14,1% en 2024. Sur l'activité CHR, l'évolution est plus rapide dans la région Normandie qu'au niveau national (+47,7%).

Sur notre secteur géographique (départements représentant le territoire du CM MABN) comme sur notre clientèle, le secteur petit commerce représente 39% des défaillances.

Au global, les encours Douteux et Contentieux sur ces secteurs (codes NACE « 47-Commerce de détail » à l'exception de l'automobile, « 55-Hébergement » et « 56-Restauration ») représentent 4,30% des encours contre une moyenne de 2,62% sur les marchés des professionnels et des entreprises. Ce secteur est donc sensiblement plus risqué que la globalité du portefeuille.

Si l'on ne constate pas d'accélération des défaillances sur le secteur du petit commerce au niveau national ou régional, notre exposition y demeure forte et sensiblement plus risquée que la moyenne de notre portefeuille. La ruralité de notre territoire de chalandise explique en grande partie cette surreprésentation du secteur dans les entreprises en difficulté. La vitalité des commerces de proximité dans les petites villes et de taille moyenne de notre territoire reste un véritable défi dont se sont emparés les pouvoirs publics (dispositifs Cœur de ville, Petites Villes de Demain notamment). Ces éléments nous conduisent à maintenir une ligne de provisionnement sur ce secteur au titre de l'exercice 2024.

#### ○ **Habitat**

Les indicateurs de risque sur le crédit habitat et le coût du risque demeurent faibles sur le secteur habitat de notre territoire mais permettent néanmoins d'identifier certains facteurs de vulnérabilité.

La perspective de remontée du taux du chômage en 2025 est le facteur causal économique le plus impactant en matière de risque de crédit sur les prêts immobiliers ; 44% des dossiers recevables au surendettement ont pour origine une baisse de revenus, un licenciement ou du chômage. L'impact de la perte d'emploi est d'autant plus marqué sur des territoires ruraux où les opportunités de retour à l'emploi sont moins nombreuses. La remontée des risques en 2024 sur le secteur des entreprises laisse augurer de difficultés sur le marché du particulier avec un décalage temporel.

Par souci d'anticipation de difficultés liées aux spécificités de notre territoire, le CM MABN continue de prendre en compte dès l'octroi mais également dans le cadre de sa gestion des risques les caractéristiques suivantes de notre filière habitat :

- dimension pavillonnaire marquée, avec une offre qui ne rencontre pas toujours un afflux de demande ;
- existence d'un marché des 60-70 ans avec des biens de grande taille mal isolés ;
- parc immobilier en secteur rural plus sensible en cas de retournement de marché du fait de biens cœur de village ou ville plutôt dégradés ;
- LTV initiale plutôt élevée qui peut s'avérer exposante lorsque les biens financés sont garantis par des sûretés réelles.

Ces éléments nous conduisent à maintenir la ligne de provisionnement sur ce secteur au titre de l'exercice 2024, en ciblant les ménages les plus fragiles susceptibles d'éprouver des difficultés financières, en cas de baisse de revenus et/ou d'augmentation de charges.

Le stress appliqué aux paramètres de calcul nationaux pour définir le complément de provisionnement sectoriel régional se décompose de la manière suivante :



- Tous les secteurs sont concernés par un stress de la Perte en Cas de Défaut (PCD) ; seul le secteur de l'Agriculture ne fait pas l'objet d'un stress de la Probabilité de Défaut (PD) ;
- Habitat :
  - Pour tous les crédits habitat autres que ceux garantis par Crédit Logement ou CNP Caution, caractérisés par un reste à vivre réduit, une épargne faible et un rapport entre l'encours du prêt et la valeur du bien financé (« Loan to Value » ou « LTV ») de plus de 80%, application de la PD cumulée à 10 ans pour une cotation « D- » ;
  - Remplacement de la PCD retenue dans le cadre du calcul avec les paramètres nationaux par une PCD spécifique, en distinguant :
    - Les biens situés en milieu urbain (préfectures, sous-préfectures et leur première couronne), pour lesquels la PCD appliquée est le taux moyen de provisionnement des prêts déclassés relevant du secteur habitat mesuré au 31/10/2024 ;
    - Les biens situés en milieu rural, pour lesquels la PCD « aggravée » appliquée est égale au taux moyen de provisionnement sur les tiers relevant du secteur habitat gérés par le service contentieux.
- Agriculture : remplacement de la PCD retenue dans le cadre du calcul avec les paramètres nationaux par une PCD correspondant au taux moyen de provisionnement des encours du secteur déclassés au 31/12/2024 ;
- BTP/Automobile/Petit commerce de proximité : remplacement de la PCD retenue dans le cadre du calcul avec les paramètres nationaux par une PCD correspondant au taux moyen de provisionnement des encours des secteurs « professionnels et entreprises » au 31/10/2024 ; stress de la PD de 283% (BTP), 345% (Automobile), 217% (Petit commerce de proximité).

En synthèse, le provisionnement collectif sur encours sains défini au 31/12/2024 sur le périmètre du Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse-Normandie se présente de la manière suivante :

En Milliers €		2023			2024			Variation
		Paramètres nationaux (y compris overlays)	Cplt lié au stress régional	Total	Paramètres nationaux (y compris overlays)	Cplt lié au stress régional	Total	
Provision collective (hors périmètre sectoriel régional)		26 019	0	26 019	25 596	0	25 596	-423
Provision collective (périmètre sectoriel régional)	Agriculture	2 889	2 993	5 882	4 731	4 161	8 892	+3 010
	Automobile	447	2 553	3 000	970	5 029	5 999	+2 999
	Bâtiment Travaux Publics	2 417	12 162	14 579	2 415	9 735	12 150	-2 429
	Habitat	5 318	67 887	73 205	5 313	60 468	65 781	-7 424
	Immobilier associé	186	1 233	1 419	317	1 327	1 644	+225
	Petit commerce de proximité	1 366	9 319	10 685	2 055	11 835	13 890	+3 205
	Sous-total périmètre sectoriel	12 623	96 147	108 770	15 801	92 555	108 356	-414
Total		38 642	96 147	134 789	41 397	92 555	133 952	-837

### Evénements survenus après la clôture de l'exercice :

La loi de finances pour 2025, adoptée le 6 février 2025, a institué une contribution exceptionnelle sur les bénéfices des entreprises qui réalisent en France un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 1 milliard d'euros en 2024 ou en 2025.

Cette contribution sera assise sur la moyenne de l'impôt sur les sociétés dû au titre de 2024 et 2025 et sera soumise à un taux de 20,6% ou 41,2 % selon le chiffre d'affaires.

Cette mesure n'a pas d'impact sur les états financiers clos au 31 décembre 2024 mais elle affectera l'imposition des résultats 2025. Un versement anticipé de la contribution aura lieu en décembre 2025 pour 98% du montant dû.

Le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie ne dépasse pas le seuil de 1 milliard d'euros en 2024 et il devrait en être de même en 2025. Par conséquent, il ne sera pas concerné par cette disposition.

## B. PERIMETRE DES COMPTES REGROUPEES

Le périmètre des comptes regroupés inclut la Caisse Fédérale et la Fédération du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie ainsi que les 86 Caisses Locales affiliées. En application de l'article 14 du décret n°84-708 du 24 juillet 1984, le Comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement a délivré un agrément collectif à la Caisse Fédérale et aux Caisses Locales affiliées à notre fédération régionale, elle-même adhérente à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel.

Selon les prescriptions de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), les comptes regroupés sont certifiés par les commissaires aux comptes et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale de la Fédération. Ils font l'objet d'une publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires et sont la base des contrôles prudentiels de l'ACPR.

Le G.I.E. Inter Mutuel Services a également été intégré dans le périmètre de regroupement dans la mesure où il exerce une stricte activité de répartiteur de frais communs au groupe. Cette intégration était nécessaire pour permettre l'élimination des opérations internes au groupe.

## C. PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX

Les comptes regroupés représentent l'addition des comptes sociaux des différentes entités après élimination des comptes et opérations réciproques. Les comptes ont été établis dans le respect des principes comptables généralement admis. Les modes d'enregistrement et de présentation prévus dans les règlements de l'Autorité des Normes Comptables sont appliqués conformément aux dispositions du règlement de l'ANC 2020-10.

### 1. Principes et méthodes relatifs à la gestion du risque de crédit de l'activité banque de détail

#### 1.1. Définition des encours présentant un risque de crédit

Le groupe Crédit Mutuel met en application les lignes directrices de l'ABE et les normes techniques de réglementation sur les notions de seuils de matérialité applicables à la définition du défaut. Ces normes impliquent les effets suivants :

- l'analyse du défaut s'effectue au niveau de l'emprunteur et non au niveau du contrat ;
- le nombre de jours d'impayés/de retards (l'arriéré) s'apprécie au niveau d'un emprunteur (obligor) ou d'un groupe d'emprunteurs (joint obligor) ayant un engagement commun ;
- le défaut est déclenché lorsque 90 jours d'impayés/retards consécutifs sont constatés au niveau d'un emprunteur/groupe d'emprunteurs. Le décompte du nombre de jours est lancé au franchissement simultané des seuils de matérialité absolus (montant d'arriéré > 100€ en Retail ou > 500€ en Corporate) et relatif (arriéré représentant plus de 1% des engagements bilan en retard). Le compteur est réinitialisé dès le franchissement à la baisse d'un des deux seuils ;
- le périmètre de contagion du défaut s'étend à la totalité des créances de l'emprunteur, et aux engagements individuels des emprunteurs participant à une obligation de crédit conjointe ;
- la période probatoire minimum est de trois mois avant retour au statut sain pour les actifs non restructurés.

La gestion du risque de crédit porte sur les crédits, les cautions, les engagements de financement irrévocables. Les encours relatifs à ces opérations sont classés en trois catégories :

- les encours sains qui regroupent les créances ou engagements ne présentant pas de risque de crédit avéré, c'est-à-dire, portés par une contrepartie qui n'aurait pas franchi les seuils de matérialité représentatifs d'un défaut ou dans une situation ne permettant pas de croire qu'un risque de perte serait avéré ;
- les encours douteux qui regroupent les créances ou engagements qui présentent un risque de crédit avéré, c'est-à-dire portés par une contrepartie qui aurait franchi les seuils de matérialité représentatifs d'un défaut ou dans une situation laissant à croire qu'un risque de perte serait avéré tel que, par exemple, des créances portées sur une contrepartie soumise à procédure de surendettement, de redressement judiciaire ou de règlement amiable ;

- les encours douteux compromis qui regroupent les créances dont la déchéance du terme a été prononcée ou dont la classification en douteux est supérieure à un an.

Le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie n'a pas créé de catégorie comptable spécifique pour les encours restructurés. En effet, la restructuration des engagements se traduit par la mise en place d'un nouveau prêt comportant un taux s'inscrivant dans les conditions de marché. Toutefois, les prêts consentis dans le cadre de ces opérations font l'objet d'une codification informatique spécifique permettant d'identifier les encours concernés.

### 1.2. Règles relatives à la segmentation des encours

Au cours de l'année 2003, le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie a adopté un dispositif de segmentation de ses encours. Cette segmentation est fondée sur la définition de huit marchés dans lesquels est affecté chaque client du groupe. Ces marchés sont les suivants :

- Particuliers ;
- Organismes à but non lucratif ;
- Agriculture ;
- Professionnels ;
- Collectivités locales ;
- Etablissements financiers ;
- Entreprises ;
- Divers.

L'adéquation entre l'activité du client et le segment dans lequel il est affecté fait l'objet de mises à jour régulières.

A chaque catégorie de marché correspond un algorithme permettant de déterminer le niveau de notation interne de chaque client. L'échelle de notation retenue pour le Groupe Crédit Mutuel est uniforme. Elle se décompose en douze échelons d'A+ à F :

- La classe des clients sains se voit ventilée sur les neuf premiers : A+ à E+ ;
- Les clients douteux sont notés E- ;
- Les clients douteux compromis sont notés E= ;
- Les clients douteux en phase contentieuse sont notés F.

Le calcul des notations s'effectue mensuellement. A chaque note de chaque marché, il est associé une probabilité de défaut.

### 1.3. Règles relatives aux créances douteuses

#### ➤ Règles de déclassement :

Le déclassement des créances saines en douteuses s'opère systématiquement selon les principes énoncés précédemment.

Sur tous les encours non gérés par le service contentieux, il est procédé au déclassement automatique des créances répondant aux critères de déclassement réglementaires.

Le retour des créances ainsi déclassées vers la catégorie des encours sains est réalisé lorsque :

- les critères de défaut sont levés et après une période probatoire de trois mois en l'absence d'actif restructuré ;
- automatiquement pour les dossiers particuliers et manuellement pour les dossiers professionnels.

Au prononcé de la déchéance du terme ou au terme d'un délai d'un an suivant le déclassement en encours douteux, les créances concernées font l'objet d'un déclassement en encours douteux compromis.

Les règles relatives au passage en perte sont strictement définies et s'articulent autour de trois seuils :

- dossiers inférieurs à 300€ : passage en perte par les services centraux sur la base d'un dossier justifiant les actions engagées au niveau de la caisse locale et l'insolvabilité du débiteur ;
- dossiers supérieurs à 300€ et inférieurs à 1 524€ : passage en perte par les rédacteurs contentieux sur la base de certificats d'irrecouvrabilité délivrés par des cabinets de recouvrement ou des auxiliaires de justice ;
- dossiers supérieurs à 1 524€ : passage en perte sur décision du comité des pertes sur la base des éléments d'insolvabilité recueillis par le gestionnaire concerné et au vu des actions engagées.

#### ➤ Règles d'enregistrement des intérêts sur créances douteuses :

Pour les encours douteux, les intérêts continuent d'être comptabilisés et font l'objet d'une provision à 100% (le capital est quant à lui provisionné selon les principes énoncés ci-après.).

#### 1.4. Méthode de prise en compte des instruments de réduction des risques

En fonction de la nature du débiteur et de sa situation, les garanties sont prises en compte de façon forfaitaire pour les dossiers gérés en recouvrement amiable, ou font l'objet d'une évaluation individuelle lors de la constitution des provisions pour les dossiers gérés au sein du service contentieux.

Les garanties sont constituées par des sûretés réelles (hypothèque, gage, nantissement) ou personnelles (cautions).

L'évaluation de la valeur de ces dernières est réalisée, dans le cas du dispositif forfaitaire, en fonction des taux de récupération observés sur ces dernières années. Dans le cas de l'évaluation individuelle, la garantie est appréciée en fonction de la valeur du bien (sûreté réelle) ou de la qualité des garants (sûreté personnelle).

#### 1.5. Règles relatives au provisionnement

Dès qu'une créance est déclassée en douteux, le système informatique propose un montant recouvrable calculé en fonction :

- du type de la créance (compte chèque, crédit consommation, prêt immobilier, etc.) ;
- de la nature de la créance (autorisation, dépassements, intérêts) ;
- de la nature de la garantie (caution, gage, hypothèque, etc.) ;
- des événements comptables affectant ces créances.
- de l'ancienneté du défaut.

La provision pour une créance est définie en valeur absolue selon la règle suivante :

$$\text{Provision} = \text{Solde de la créance} - \text{Recouvrable (calculé)}$$

La provision à constituer se compose ainsi de la part non recouvrable de la créance et des intérêts, agios et accessoires à provisionner obligatoirement.

Conformément au règlement de l'ANC 2020-10 du 22 décembre 2020, le montant recouvrable est évalué en fonction des flux futurs recouvrables, ces derniers faisant l'objet d'un calcul d'actualisation réalisé au taux du crédit. La charge résultant de cette actualisation fait l'objet d'une provision spécifique.

En fonction de la nature du débiteur, la proposition du système fait l'objet des traitements suivants :

- pour les dossiers gérés en recouvrement amiable : application systématique des montants proposés par le système,
- pour les dossiers gérés au sein du service contentieux ou du service Prévention : les créances sont provisionnées manuellement selon des règles de gestion formalisées.

Le montant de la dotation aux provisions fait l'objet d'un ajustement :

- mensuel en fonction des événements pouvant affecter les créances concernées,
- trimestriel d'une façon plus générale.

Comme exposé précédemment, en ce qui concerne les provisions constituées de façon statistique le système d'information propose un montant de provision calculé statistiquement lors du déclassement de chaque créance.

Au cours du dernier trimestre 2022, une actualisation de la table de recouvrable a été réalisée.

#### 1.6. Informations sur les encours, provisions et créances irrécouvrables

➤ Répartition des encours des crédits sains par marché au 31 décembre 2024 en milliers d'euros :

Marché	Durée résiduelle				Total
	Inférieure à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Agriculture	73 289	148 170	612 435	398 100	1 231 994
Collectivités locales	10 350	32 554	154 269	141 176	338 349
Entreprises	129 006	186 505	697 957	244 347	1 257 815
Finance Assurance	103	259	71 247	125 059	196 668
OBNL	4 842	10 161	49 199	50 761	114 963
Particuliers	249 313	575 719	3 066 614	4 759 368	8 651 014
Professionnels	93 360	250 039	1 157 498	1 020 006	2 520 903

Divers	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>560 263</b>	<b>1 203 407</b>	<b>5 809 219</b>	<b>6 738 817</b>	<b>14 311 706</b>

➤ Etat des encours des créances douteuses et provisions par marché au 31 décembre 2024 en milliers d'euros :

Marché	Etat des créances	Encours 31/12/24	Provisions au 31/12/23	Dotations 2024	Reprises 2024	Provisions au 31/12/24	Créances irrécouvrables
Agriculture	Douteux	-4 745	347	957	-150	1 154	0
	Douteux compromis	-21 585	9 688	1 956	-3 049	8 595	1 117
	<b>Total</b>	<b>-26 330</b>	<b>10 035</b>	<b>2 913</b>	<b>-3 199</b>	<b>9 749</b>	<b>1 117</b>
Finance Assurance	Douteux	0	0	0	0	0	0
	Douteux compromis	-39	33	39	-33	39	7
	<b>Total</b>	<b>-39</b>	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>-33</b>	<b>39</b>	<b>7</b>
Collectivités locales	Douteux						
	Douteux compromis						
	<b>Total</b>						
Entreprises	Douteux	-16 919	1 742	3 766	-301	5 207	0
	Douteux compromis	-41 056	14 547	10 525	-4 983	20 089	801
	<b>Total</b>	<b>-57 975</b>	<b>16 289</b>	<b>14 291</b>	<b>-5 284</b>	<b>25 296</b>	<b>801</b>
Particuliers	Douteux	-11 607	728	1 945	-612	2 061	164
	Douteux compromis	-28 094	14 664	2 583	-4 767	12 480	1 550
	<b>Total</b>	<b>-39 701</b>	<b>15 392</b>	<b>4 528</b>	<b>-5 379</b>	<b>14 541</b>	<b>1 714</b>
OBNL	Douteux	-38	1	9	-1	9	0
	Douteux compromis	-2 217	657	119	-118	658	7
	<b>Total</b>	<b>-2 255</b>	<b>658</b>	<b>128</b>	<b>-119</b>	<b>667</b>	<b>7</b>
Professionnels	Douteux	-8 509	477	1 154	-336	1 295	3
	Douteux compromis	-72 706	30 307	12 188	-6 415	36 080	2 740
	<b>Total</b>	<b>-81 215</b>	<b>30 784</b>	<b>13 342</b>	<b>-6 751</b>	<b>37 375</b>	<b>2 743</b>
Divers	Douteux	0	0	0	0	0	0
	Douteux compromis	-420	348	8	-186	170	312
	<b>Total</b>	<b>-420</b>	<b>348</b>	<b>8</b>	<b>-186</b>	<b>170</b>	<b>312</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>-207 935</b>	<b>73 539</b>	<b>35 249</b>	<b>-20 951</b>	<b>87 837</b>	<b>6 701</b>

Les créances irrécouvrables s'établissent à 6 701 K€. Ce montant inclut 5 511 K€ de créances couvertes par des provisions et 1 190 K€ de créances non couvertes.

➤ Etat des encours des créances douteuses et provisions par marché au 31 décembre 2023 en milliers d'euros :

Marché	Etat des créances	Encours 31/12/23	Provisions au 31/12/22	Dotations 2023	Reprises 2023	Provisions au 31/12/23	Créances irrécouvrables
Agriculture	Douteux	- 4 544	475	802	-220	1 057	0
	Douteux compromis	-21 710	9 148	1 525	-1 664	9 009	365
<b>Total</b>		<b>-26 254</b>	<b>9 623</b>	<b>2 327</b>	<b>-1 884</b>	<b>10 066</b>	
Finance Assurance	Douteux	-141	1	20	0	21	0
	Douteux compromis	-338	62	17	-27	52	0
<b>Total</b>		<b>-479</b>	<b>63</b>	<b>37</b>	<b>-27</b>	<b>73</b>	<b>0</b>
Collectivités locales	Douteux						
	Douteux compromis						
<b>Total</b>							
Entreprises	Douteux	-15 137	940	3 377	-657	3 660	0
	Douteux compromis	-31 216	12 933	1 936	-2 015	12 854	502
<b>Total</b>		<b>-46 353</b>	<b>13 873</b>	<b>5 313</b>	<b>-2 672</b>	<b>16 514</b>	
Particuliers	Douteux	-8 283	762	1 414	-613	1 563	337
	Douteux compromis	-27 961	15 248	3 086	-4 911	13 423	1 951
<b>Total</b>		<b>-36 244</b>	<b>16 010</b>	<b>4 500</b>	<b>-5 524</b>	<b>14 986</b>	<b>2 288</b>
OBNL	Douteux	-57	65	16	-65	16	0
	Douteux compromis	-2 573	525	169	-53	641	10
<b>Total</b>		<b>-2 630</b>	<b>590</b>	<b>185</b>	<b>-118</b>	<b>657</b>	<b>10</b>
Professionnels	Douteux	-9 046	361	2 184	-328	2 217	9
	Douteux compromis	-59 176	29 323	5 422	-5 936	28 809	3 064
<b>Total</b>		<b>-68 222</b>	<b>29 684</b>	<b>7 606</b>	<b>-6 264</b>	<b>31 026</b>	<b>3 073</b>
Divers	Douteux	0	0	0	0	0	0
	Douteux compromis	-298	323	53	-159	217	262
<b>Total</b>		<b>-298</b>	<b>323</b>	<b>53</b>	<b>-159</b>	<b>217</b>	<b>262</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>-180 480</b>	<b>70 166</b>	<b>20 021</b>	<b>-16 648</b>	<b>73 539</b>	<b>6 500</b>

Les créances irrécouvrables s'établissent à 6 500K€. Ce montant inclut 5 397 K€ de créances couvertes par des provisions et 1 103K€ de créances non couvertes.

NB : le montant final des provisions à la fin de l'exercice 2023 est identique à celui d'ouverture de l'exercice 2024, seule la ventilation par Marché commercial a pu être modifiée du fait du changement de nature de l'emprunteur dans le système d'information, en particulier lorsque celui-ci est présent à la fois à titre professionnel et comme personne physique.

➤ Reprise de provisions utilisées :

2024	2023
5 515	5 396

➤ Récupération sur créances amorties :

2024	2023
957	855

### 1.7. Provisions collectives

Les provisions collectives sur encours sains sont subdivisées en trois parties :

- Un premier compartiment résultant d'un calcul basé sur les paramètres nationaux ;
- Un complément de provisionnement prenant en compte un overlay pour risque de modèle ;
- Un complément de provisionnement prenant en compte des spécificités sectorielles régionales.

Voir § « A. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS » page 3.

### 1.8. Engagements vis à vis du personnel

Les indemnités de fin de carrière sont couvertes par un contrat souscrit auprès d'une compagnie d'Assurance.

### 1.9. FRBG

Les fonds pour risques bancaires généraux sont destinés à couvrir des risques généraux. Leur encours n'a pas fait l'objet d'une reprise au cours de l'exercice et il s'établit à 188 034 K€.

### 1.10. Autres Provisions

Il s'agit de provisions affectées à un risque précis (provisions pour pertes et charges et risques divers, pour risques sur engagements hors bilan). Elles ont été examinées sur la base de l'analyse des risques et les retraitements nécessaires opérés en conséquence.

## 2. Conversion des comptes en devises

Les éléments d'actif, de passif et les engagements hors bilan sont évalués dans le respect des dispositions prévues par les règlements du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière définis par le règlement 95-04 du 21 juillet 1995. Ces dernières ont été modifiées par les règlements de l'ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatifs aux comptes des entreprises du secteur bancaire, puis par le règlement N° 2023-03 du 7 juillet 2023.

## 3. Commissions sur prêts

Conformément aux dispositions de l'ANC n°2020-10 et de l'avis 2009-05 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité (CNC), les commissions reçues ou versées lors de la mise en place d'un prêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces commissions ayant une nature d'intérêt, sont inscrites au compte de résultat dans la partie PNB parmi les rubriques d'intérêts.

La renégociation entraîne la modification ou la dé-comptabilisation de l'ancien prêt. Les commissions perçues dans le cadre des renégociations non constitutives d'une dé-comptabilisation sont étalées sur la maturité résiduelle des prêts.

## 4. Titres de placement et d'investissement

Les titres sont comptabilisés selon les principes définis par le règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, repris par le règlement ANC 2020-10 et relatif à la comptabilisation des opérations sur titres.

La différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres monétaires est amortie selon un mode actuariel.

### 4.1. Titres à revenu fixe

Les valeurs mobilières sont enregistrées à leur prix d'acquisition, coupon couru exclu. La prime, différence entre le prix d'achat des titres et leur valeur de remboursement, est amortie de façon actuarielle sur la durée restant à courir. Les coupons encaissés sur obligations sont comptabilisés pour leur montant net. Les coupons courus non échus sont comptabilisés en fin d'exercice.

Les titres de créances négociables, bons du Trésor, instruments du marché interbancaire sont enregistrés à leur prix d'acquisition coupon couru inclus. Les produits courus sont calculés au taux du marché constaté lors de l'acquisition. La différence avec les intérêts nominaux est imputée au compte d'actif et permet l'amortissement de la prime.

#### 4.2. Titres à revenu variable

Les actions et parts d'O.P.C.V.M. sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Les revenus sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement pour leur valeur nette.

#### Principe de l'option de comptabilisation des frais d'acquisition en fonction du portefeuille de classement :

Les titres de l'activité de portefeuille, les autres titres détenus à long terme, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition. Les frais d'acquisition sont soit rattachés au prix d'acquisition des titres de placement, soit comptabilisés directement en charges. Le choix de comptabilisation doit être le même pour les quatre portefeuilles suivants : titres de placement, titres d'investissement, titres de l'activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme. Pour les titres de participation et parts dans les entreprises liées, l'exercice de l'option s'effectue indépendamment des autres catégories comptables. Les titres transférés en provenance d'une autre catégorie comptable font l'objet à la date du transfert, et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. Les dotations ou reprises de dépréciations éventuelles résultant de cette évaluation sont constatées au compte de résultat préalablement au transfert.

Le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie enregistre en charge immédiate l'intégralité des frais d'acquisition.

#### 4.3. Provisions pour dépréciation des titres

Pour les portefeuilles de placement, une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'achat d'un titre, corrigée de l'amortissement des primes, est supérieure au dernier cours de marché connu.

Le portefeuille d'investissement ne donne pas lieu à comptabilisation de provision.

Le portefeuille d'investissement peut faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

#### 4.4. Titres de filiales et de participation

Les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, des provisions sont constituées si l'évaluation individuelle des titres à leur valeur d'utilité fait ressortir une dépréciation par rapport à leur valeur d'acquisition. La valeur d'utilité s'apprécie d'après différents critères : l'actif net, le cours de bourse ou la rentabilité.

Selon les normes du groupe national, cette valeur est, à minima, le coût d'acquisition des titres. Une évaluation à la juste valeur des entreprises du périmètre du groupe est réalisée annuellement.

#### 4.5. Instruments financiers à terme

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions des règlements n° 88-02 et 90-15 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, repris dans le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023. Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats.

Les principes comptables appliqués diffèrent selon la nature des instruments et les intentions des opérateurs à l'origine :

- Opérations de couverture : les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme utilisés à titre de couverture, affectés dès l'origine à un élément ou à un ensemble homogène d'éléments identifiés, sont constatés dans les résultats de manière symétrique à la prise en compte des produits et charges sur les éléments couverts. S'ils concernent des instruments de taux d'intérêt, ils sont comptabilisés sous la même rubrique que les produits et charges sur les éléments couverts, en produits nets d'intérêts.
- Les charges et produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet de couvrir et de gérer un risque global de taux sont inscrits prorata temporis en compte de résultat.
- Opérations de marché : les produits et charges relatifs à certains contrats constituant des positions ouvertes isolées sont enregistrés dans les résultats au dénouement des contrats ou prorata temporis selon la nature de l'instrument. Les pertes latentes éventuelles, constatées par rapport à la valeur de marché, font l'objet d'une provision pour risques et charges. La détermination de cette valeur est fonction de la nature des marchés concernés (organisés et assimilés ou de gré à gré). Sur les marchés organisés, les instruments bénéficient d'une cotation permanente et d'une liquidité suffisante pour justifier leur valorisation au prix de marché.
- Les marchés de gré à gré peuvent être assimilés à des marchés organisés lorsque les établissements qui jouent le rôle de mainteneurs de marchés garantissent des cotations permanentes dans des fourchettes réalistes ou lorsque des cotations de l'instrument financier sous-jacent s'effectuent elles-mêmes sur un marché organisé. Dans le cas des contrats d'échange de taux d'intérêt ou de devises, la valeur de marché est déterminée en



fonction du prix calculé en actualisant aux taux d'intérêt du marché les flux futurs et en tenant compte des risques de contrepartie et de la valeur actualisée des frais de gestion futurs. Les variations de valeurs des options non cotées sont déterminées selon un calcul mathématique.

### Opérations de refinancement ciblées à plus long terme – TLTRO III

Parmi les passifs financiers au coût amorti, figurent les opérations de TLTRO III. Le programme TLTRO III permet aux banques de bénéficier depuis septembre 2019, de sept tranches de refinancement d'une durée respective de trois ans, et à taux d'intérêt qui varie selon les périodes, et depuis janvier 2021, de 3 tranches supplémentaires.

Le montant de TLTRO III auquel le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie peut emprunter dépend du pourcentage d'encours de crédit accordés aux entreprises non financières et aux ménages à fin février 2019.

Le taux d'intérêt TLTRO III s'établit au regard des conditions de marché définies par la BCE et peut intégrer une bonification liée à la performance de crédit de la banque.

Dans le contexte de la crise sanitaire, les conditions de ces opérations de refinancement avaient été assouplies par la BCE pour soutenir l'octroi de prêts aux ménages et aux entreprises. Certains paramètres cibles ont été recalibrés<sup>(2)</sup>, en particulier, des conditions plus favorables avaient permis de bénéficier d'une réduction de 50 bp sur les périodes d'intérêt spécial et spéciale additionnelle » de juin 2020 à juin 2022<sup>(3)</sup>. Dans le cadre des mesures de politique monétaire et depuis juin 2022, la BCE a relevé de manière successive ses trois taux directeurs pour atteindre des niveaux suffisamment restrictifs et assurer un retour vers un objectif d'inflation de 2% à moyen terme.

Le 27.10.2022, la BCE a recalibré les modalités de rémunération des opérations de TLTRO III afin de renforcer la transmission de la hausse des taux directeurs aux conditions d'octroi des prêts bancaires. Les conditions d'intérêt applicables aux TLTRO III ont été ajustées à compter du 23 novembre 2022 (et des dates de remboursement anticipés supplémentaires ont été ouvertes). Elles sont décrites ci-après et tiennent compte de l'atteinte, par le Groupe, des objectifs de performance de crédit fixés par la BCE sur l'ensemble des périodes de référence du programme :

- de sa date de début jusqu'au 22 novembre 2022 inclus et hors période d'intérêt spécial ou spécial supplémentaire, le taux d'intérêt des opérations TLTRO III représente la moyenne du taux de facilité de dépôt au cours de cette période (et non plus sur la durée de vie de l'opération) ;
- durant les périodes d'intérêt spécial et d'intérêt spécial supplémentaire (respectivement du 24.06.2020 au 23.06.2021 inclus et du 24.06.2021 au 23.06.2022 inclus), il est égal à la moyenne des taux de facilité de dépôt sur la période diminuée de 0,50% (application d'un pla fond de -1%) ;
- à compter du 23.11.2022 et jusqu'à la date d'échéance (ou de remboursement anticipé), le taux d'intérêt des opérations TLTRO III sera indexé sur la moyenne des taux d'intérêt directeurs de la BCE applicables au cours de cette période.

Cette évolution s'accompagne de l'ouverture de 3 dates de remboursement anticipé supplémentaires.

Selon le Groupe Crédit Mutuel, les opérations de TLTRO III représentent des instruments financiers à taux révisable comptabilisés au coût amorti. L'ajustement des conditions d'intérêt suite à cette décision doit être comptabilisé en application des dispositions d'IFRS9 sur les changements de taux de marché des instruments à taux révisable.

Les intérêts constatés non échus par le Groupe tiennent compte jusqu'au 22.11.2022 de l'effet de la modification de formule d'intérêts entre le début de l'opération et cette date. A compter du 23.11.2022, le taux d'intérêt effectif des opérations de financement TLTRO est calculé sur base de la moyenne des taux de facilité de dépôt connu entre le 23.11.2022 et le 31.12.2022.

## 5. Immobilisations

### 5.1. Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont amortis sur leur durée d'utilisation entre 1 et 3 ans.

Les droits au bail sont dépréciés à 100 %. Les droits au bail acquis par les entités du Groupe MABN sont immobilisés à l'actif du bilan dans un compte 2400001 DROIT AU BAIL et font l'objet, dès leur acquisition, d'une provision pour dépréciation à hauteur de 100% de leur montant. Au 31/12/2024, le montant de ces immobilisations incorporelles et de la provision correspondante est de 2 407 926 euros.

<sup>2</sup> Décision (UE) 2021/124 de la BCE du 29 janvier 2021 modifiant la décision (UE) 2019/1311 concernant une troisième série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (BCE/2021/3 publiée au JOUE le 03/02/2021)

<sup>3</sup> Décision (UE) 2020/614 de la Banque centrale européenne du 30 avril 2020 modifiant la décision (UE) 2019/1311 concernant une troisième série d'opérations de refinancement à plus long terme ciblées (BCE/2020/25)

### 5.2. Immobilisations corporelles :

Les modes et les durées d'amortissements appliqués aux acquisitions d'immobilisations corporelles résultent de l'application :

- du règlement ANC 2017-03 du Comité de la réglementation comptable ;
- des règles fixées au niveau du Crédit Mutuel national.

Les modalités retenues sont les suivantes :

Catégorie d'immobilisations		Durée
Immeubles	Constructions – Structures	20 ans linéaires
	Equipements	20 ans linéaires
	Agencements – Installations	10 ans linéaires
Mobilier		10 ans linéaires
Matériel		5 ans linéaires
Matériel informatique		4 ans linéaires

## 6. Informations relatives aux parties liées

Les transactions entre le Groupe de Crédit Mutuel Maine-Anjou, Basse-Normandie et ses parties liées sont effectuées aux conditions normales de marché au moment de la réalisation de la transaction.

## D. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN, HORS BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Conformément au règlement ANC 2020-10, les postes de l'actif et du passif du bilan incluent les intérêts et versements assimilés courus ou échus à recevoir ou à payer.

Les chiffres ci-après sont toujours exprimés en milliers d'Euros.

### 1. Informations sur les postes du Bilan

#### Note 1 - Opérations avec la clientèle et les établissements de crédit

➤ Provisions pour dépréciation des créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle :

	Encours 31/12/2024			Encours 31/12/2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Créances saines sur les établissements de crédit	1 155 250		1 155 250	783 290	0	783 290
<b>TOTAL</b>	1 155 250	0	1 155 250	783 290	0	783 290
Créances saines sur la clientèle	14 311 703	0	14 311 703	14 386 399	0	14 386 399
Créances douteuses sur la clientèle	208 040	87 836	120 204	180 617	73 538	107 079
<b>TOTAL</b>	14 519 743	87 836	14 431 907	14 567 016	73 538	14 493 478

Note 2 - Portefeuille titres

➤ Ventilation entre les portefeuilles de transaction, de placement, d'investissement et les titres de l'activité du portefeuille (valeur nette) / créances représentatives de titres prêtés :

	Portefeuille de transaction	Portefeuille de Placement	Portefeuille d'investissement	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	569 718	569 718
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	1 402 122	430 749	1 832 871
Actions et autres titres à revenu variable	0	177 651		177 651
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1 579 773</b>	<b>1 000 467</b>	<b>2 580 240</b>

Le volume de titres éligibles au refinancement de la Banque Centrale Européenne s'élève à 1 075M€. Le Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie ne détient aucun titre de l'activité de portefeuille.

➤ Portefeuille titres - différences prix acquisition / prix de remboursement et valeur de marché / valeur d'acquisition, par portefeuille :

	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	Autres titres détenus à long terme	Total
<b>Différences entre prix d'acquisition et prix de remboursement</b>	<b>0</b>	<b>12 459</b>		<b>12 459</b>
Négatives (px acquisition < prix de remboursement)	0	-8 426		-8 426
Positives (px acquisition > prix de remboursement)	0	20 885		20 885
<b>Différences entre valeur de marché et valeur d'acquisition</b>	<b>45 621</b>	<b>6 063</b>	<b>0</b>	<b>51 684</b>
Moins-values latentes <sup>(1)</sup> (valeur acquisition > valeur de marché)	-6 989		0	-6 989
Plus-values latentes (valeur acquisition < valeur de marché)	52 610	6 063	0	58 673
<b>PROVISIONS DES CREANCES DOUTEUSES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<sup>(1)</sup> Pour les titres de placement, les moins-values latentes sont provisionnées sauf si elles sont couvertes par une plus-value latente émanant d'un swap de couverture.

➤ Portefeuille titres et participations - ventilation selon l'émetteur et selon la cotation :

Rubriques du bilan	Cotation		Créances rattachées	Total
	Titres cotés	Titres non cotés		
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 827 307	0	5 564	1 832 871
Actions et autres titres à revenu variable	4 084	173 567		177 651
Participations et activité de portefeuille	0	21 136		21 136
Parts dans les entreprises liées	0	546 849		546 849
<b>TOTAL</b>	<b>1 831 391</b>	<b>741 552</b>	<b>5 564</b>	<b>2 578 507</b>

➤ Montant des titres ayant fait l'objet d'un transfert d'un portefeuille à un autre : Néant.

➤ Montant global des titres d'investissement vendus avant l'échéance : Néant.

➤ Remboursements anticipés au gré de l'émetteur : Néant

Note 3 - Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme

	Participations	Parts dans les entreprises liées	Autres titres détenus à long terme
<b>Montant brut en début d'exercice</b>	<b>22 021</b>	<b>527 695</b>	<b>0</b>
Entrées dans l'exercice	2 169	19 795	0
- par acquisition	2 169	19 795	0
- par transfert	0	0	0
Sorties dans l'exercice	3 015	0	0
- par cession	3 015	0	0
- par transfert	0	0	0
<b>Montant brut en fin d'exercice</b>	<b>21 175</b>	<b>547 490</b>	<b>0</b>
Titres cotés	0	0	0
Titres non cotés	21 175	547 490	0
<b>Montant cumulé des provisions en début d'exercice</b>	<b>16</b>	<b>743</b>	<b>0</b>
Dotations aux provisions	23	0	0
Transfert	0	0	0
Reprises de provisions	0	102	0
<b>Montant cumulé des provisions en fin d'exercice</b>	<b>39</b>	<b>641</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL NET</b>	<b>21 136</b>	<b>546 849</b>	<b>0</b>

➤ Liste des filiales et participations<sup>4</sup>

	Part de capital détenu <sup>5</sup>	Capitaux propres	Résultat du dernier exercice
<b>Filiales (chiffres CNC 2023-12 ou 2023-11) :</b>			
SAS VOLNEY ASSURANCES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	3 579	179
SAS VOLNEY DEVELOPPEMENT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	90,00%	22 658	424
GIE INTER MUTUEL FOURNITURES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	1	0
SAS VOLNEY BOCAGE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	6 247	99
SAS VOLNEY HABITAT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	81	3
SAS HELLOASSO 2 rue Marc Sangnier, 33130 Bègles	98,12%	16 860	-1 316
SCI VOLNEY PATRIMOINE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100,00%	-9 474	- 6 675
<b>Participations (chiffres CNC) :</b>			
SAS OCEAN PARTICIPATIONS 34 Rue Léandre Merlet, 85000 La Roche sur Yon	10,00%	112 772	5 970
SNC SIDEL 43, boulevard Volney, 53000 Laval	50,00%	590	-5

<sup>4</sup> liste des filiales et participations au sens de l'article 4 de l'ordonnance n° 2000-912 du 18 septembre 2000 (filiales si % détention supérieur à 50% / participations si % de détention compris entre 10% et 50%)

<sup>5</sup> Capital détenu directement ou par prête-nom

## ➤ Tableau des filiales et participations (1/2)

Informations financières sur les filiales et participations	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation du résultat	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés
				Brute	Nette	
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations :</b>						
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société) :						
SAS VOLNEY ASSURANCES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	40	3 360	100,00%	38	38	
SAS VOLNEY DEVELOPPEMENT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	15 000	7 234	90,00%	13 500	13 500	
GIE INTER MUTUEL FOURNITURES 43 boulevard Volney, 53000 Laval	1	0	100,00%	1	1	
SAS VOLNEY BOCAGE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	6 710	-561	100,00%	6 710	6 247	4 911
SAS VOLNEY HABITAT 43 boulevard Volney, 53000 Laval	160	-82	100,00%	160	81	2 392
SAS HELLOASSO 2 rue Marc Sangnier, 33130 Bègles	586	17 589	83,63%	64 565	64 565	201
SCI VOLNEY PATRIMOINE 43 boulevard Volney, 53000 Laval	100	-2 899	100,00%	100	0	191 783
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) :						
SNC SIDEL 43, boulevard Volney, 53000 Laval	152	443	50,00%	76	76	
SAS OCEAN PARTICIPATIONS 34 Rue Léandre Merlet, 85000 La Roche sur Yon	44 506	62 296	10,00%	9 024	9 024	
<b>B. Renseignements globaux concernant autres filiales ou participations :</b>						
1. Filiales non reprises au § A						
- Filiales françaises (ensemble)						
- Filiales étrangères (ensemble)						
2. Participations non reprises au § A						
- dans les sociétés françaises (ensemble)				455 830	455 390	
- dans les sociétés étrangères (ensemble)				455 830	455 390	
				0	0	

## ➤ Tableau des filiales et participations (2/2)

Informations financières sur les filiales et participations	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations :</b>					
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société) :					
SAS VOLNEY ASSURANCES	305	252	179	0	Exercice 23
SAS VOLNEY DEVELOPPEMENT		1 560	424	0	Exercice 23
GIE INTER MUTUEL FOURNITURES		1 507	0	0	Exercice 23
SAS VOLNEY BOCAGE		274	99	0	Exercice 23
SAS VOLNEY HABITAT		179	3	0	Exercice 23
SAS HELLOASSO	564	15 716	-1 316	0	Exercice 23
SCI VOLNEY PATRIMOINE		4 992	- 6 675	0	Exercice 23
2. Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) :					
SNC SIDEL		0	-5	0	Exercice 23
SAS OCEAN PARTICIPATIONS		7 842	5 970	0	Exercice 23
<b>B. Renseignements globaux concernant autres filiales ou participations :</b>					
1. Filiales non reprises au § A					
- Filiales françaises (ensemble)					
- Filiales étrangères (ensemble)					
2. Participations non reprises au § A				105 784	
- dans les sociétés françaises (ensemble)				105 784	
- dans les sociétés étrangères (ensemble)				0	

## ➤ Opérations avec les entreprises liées et les participations :

	Total du poste	Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation		Entreprises liées	
		Total	Dont montants subordonnés	Total	Dont montants subordonnés
<b>Actif</b>					
Créances sur les établissements de crédit	1 155 250	0		441 765	0
Créances sur clientèle	14 431 907	0		199 791	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 832 871	0			0
<b>TOTAL DES EMPLOIS</b>	<b>17 420 028</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>641 556</b>	<b>0</b>
<b>Passif</b>					
Dettes sur les établissements de crédit	1 384 695	0		0	0
Dettes sur clientèle	12 284 003	0		44 940	0
Dettes représentées par un titre	2 746 914	0		0	0
Dettes subordonnées	0	0		0	0
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>16 415 612</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>44 940</b>	<b>0</b>
<b>Engagements donnés de financement</b>					
Sur les établissements de crédit	47 550	0		0	0
Sur la clientèle	1 457 168	0		2 052	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 504 718</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2 052</b>	<b>0</b>
<b>Engagements donnés de garantie</b>					
Sur les établissements de crédit	7 420	0		6 546	0
Sur la clientèle	420 541	0		869	0
<b>TOTAL</b>	<b>427 961</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 415</b>	<b>0</b>
<b>Engagements donnés sur titres</b>					
Sur les établissements de crédit	0	0		0	
Sur la clientèle	0	0		0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

[Note 4 - Immobilisations incorporelles et corporelles](#)

	Montant début d'exercice	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Transferts	Montant fin d'exercice
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Montant brut	150 163	6 286	-8 062	0	148 387
Amortissements & provisions	-119 019	-3 827	7 910	0	-114 936
Montant net	31 144				33 451
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Montant brut	2 728	3	-103	0	2 628
Amortissements et provisions	-2 712	-5	103	0	-2 614
Montant net	16				14

[Note 5 - Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie \(actif ou passif\)](#)

	Stock à l'ouverture de l'exercice	Dotations	Reprises	Autres variations (fluctuations du cours de change,...)	Stock à la clôture de l'exercice
Provisions pour dépréciation des créances (actif)	73 538	35 232	-20 934	0	87 836
Provisions sur engagements par signature (passif)	4 543	1 474	-1 780	0	4 237
Autres provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie	139 730	250 947	-251 956	0	138 720
<i>Dont provisions Risques Clients Action R.C</i>	850	27	-369	0	508
<i>Dont provisions collective clientèle</i>	134 789	250 750	-251 587	0	133 952
<i>Dont provisions sectorielles clientèle</i>	4 090	170	0	0	4 260
<i>Dont provisions activité autonome crédits</i>	0	0	0	0	0

[Note 6 - Dettes représentées par un titre](#)

Voir tableau « Durée résiduelle... dettes représentées par un titre » (note 12.).

[Note 7 - Actifs subordonnés](#)

	Informations au 31/12/2024			Informations au 31/12/2023		
	Total du poste	Dont actifs subordonnés	Dont prêts participatifs	Total du poste	Dont actifs subordonnés	Dont prêts participatifs
Créances saines sur les établissements de crédit	1 155 250	1 920	3 169	783 290	1 920	4 298
Opérations avec la clientèle	14 431 907	0	0	14 493 478	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 832 871	55 700	0	1 975 881	65 755	0
<b>TOTAL</b>	<b>17 420 028</b>	<b>57 620</b>	<b>3 169</b>	<b>17 252 649</b>	<b>67 675</b>	<b>4 298</b>

[Note 8 - Provisions](#)

	Stock à l'ouverture de l'exercice	Provisions constituées au cours de l'exercice	Montants utilisés au cours de l'exercice	Montants non utilisés et repris au cours de l'exercice	Stock à la clôture de l'exercice
<b>Provisions pour risques et charges relatives à des opérations bancaires ou connexes à l'activité bancaire</b>	<b>161 708</b>	<b>270 124</b>	<b>-3 550</b>	<b>-253 124</b>	<b>175 158</b>
. Provisions pour retraites	883	861	-59	-824	861
. Provisions pour impôts	0	0	0	0	0
. Provisions pour restructuration	0	0	0	0	0
. Provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie et sur engagements par signature	144 273	252 421	-1 789	-251 946	142 959
. Provisions Epargne Logement	11 101	9 116	0	0	20 217
. Provisions pour risques hors bilan	0	0	0	0	0
. Autres provisions	5 451	7 726	-1 702	-354	11 121

Il s'agit de provisions affectées à un risque précis (pertes et charges et risques divers, risques sur engagements hors bilan). Elles sont examinées sur la base de l'analyse des risques et les retraitements nécessaires opérés en conséquence.

Le poste « Autres provisions » est notamment lié à des opérations de crédit-bail au niveau du GIE ou de la SNC. Ceux-ci sont financés soit par des avances bonifiées de leurs membres, soit par des avances qui ne pourront être remboursées en totalité. Ainsi des provisions sont constituées au titre de la dépréciation due à l'actualisation de ces avances ou à l'abandon de créance prévu au plan de financement initial.

## ➤ Tableau des provisions PEL/CEL

	0-4 ans	4-10 ans	+10 ans	Total
Montant des encours collectés au titre des PEL sur la phase épargne	112 189	497 188	1 348 983	1 958 360
Montant des provisions sur PEL	1 130	5 006	13 581	19 717
Montant des encours collectés au titre des CEL sur la phase épargne				246 516
Montant des provisions sur CEL				52
Dotations Provisions EL				-9 116
Reprises Provisions EL				0
Montant des encours de crédits en vie octroyés au titre des PEL/CEL				-10 614
Montant des provisions sur prêts PEL/CEL				448

[Note 9 - Dettes subordonnées](#)

Ce poste regroupait jusqu'au 31 décembre 2022 les contrats liés aux emprunts Crédit Logement. Après une étude



approfondie de ces contrats, il ne s'agit que d'un simple dépôt de trésorerie calé sur la durée du prêt et annulable à tout moment sans préavis. Ainsi ces derniers ont été reclassés en « Dettes envers les établissements de crédits ».

#### Note 10 - Capitaux propres (hors résultat)

	Début d'exercice	Affectation résultat exercice	Variation de l'exercice (+/-)	Fin d'exercice
Total des capitaux propres hors réserves	300 582	0	-4 464	296 118
Total des réserves	1 596 071	102 638	0	1 698 709
Réserve légale	18 971		0	18 971
Réserves plus-values LT	0		0	0
Autres réserves	1 577 100	102 638	0	1 679 738
<b>TOTAL</b>	<b>1 896 653</b>	<b>102 638</b>	<b>-4 464</b>	<b>1 994 827</b>

#### Note 11 - Actionnariat

RUBRIQUES	NOMBRE	Valeur Nominale en Euros	TOTAL (en K€)
Parts A	18 791 091	1	18 791.1
Parts B	267 763 168	1	267 763.2
		<b>TOTAL</b>	<b>286 554.3</b>

#### Note 12 - Autres postes du bilan

➤ Créances et dettes correspondant à des opérations effectuées avec le réseau :

	Informations au 31/12/2024		Informations au 31/12/2023	
	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau	Total du poste	Dont opérations effectuées avec le réseau
Créances sur les établissements de crédit	1 155 250	911 430	783 290	661 784
<i>Dont Caisse des dépôts et Consignation, Centralisation livrets</i>	813	0	756	0
Dettes envers les établissements de crédit	1 384 695	217 604	1 698 834	298 258

➤ Créances et dettes se rapportant à des pensions livrées sur titres :

	Informations au 31/12/2024		Informations au 31/12/2023	
	Total du poste	Dont opérations se rapportant à des pensions livrées sur titres	Total du poste	Dont opérations se rapportant à des pensions livrées sur titres
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>	<b>1 155 250</b>	<b>232 496</b>	<b>783 290</b>	<b>103 831</b>
Emprunts d'état	0	230 457	0	102 116
Obligations et autres titres revenu fixe	0	2 039	0	1 715
<b>Opérations avec la clientèle – actif</b>	<b>14 431 907</b>	<b>0</b>	<b>14 493 478</b>	<b>0</b>
Emprunts d'état	0	0	0	0
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>1 384 695</b>	<b>523 459</b>	<b>1 698 834</b>	<b>629 577</b>
Emprunts d'état	0	468 552	0	575 598
Obligations	0	54 908	0	53 979
Titres de créances négociables	0	0	0	0
<b>Opérations avec la clientèle - passif</b>	<b>12 284 003</b>	<b>0</b>	<b>12 011 922</b>	<b>0</b>

## ➤ Ventilation des postes « Autres actifs » et « Autres passifs » du bilan :

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Autres actifs</b>	<b>212 713</b>	<b>235 111</b>
Prime Epargne Logement	7 175	7 509
Impôts à récupérer	60 163	67 664
Débiteurs divers	133 703	147 437
Fonds de garantie des dépôts	11 672	12 501
<b>Autres passifs</b>	<b>124 264</b>	<b>136 258</b>
Impôts à payer	24 755	21 386
Charges sociales à payer	52 007	49 245
Créditeurs divers	47 502	65 627

## ➤ Ventilation des postes « Comptes de régularisation » du bilan :

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Comptes de régularisation actif</b>	<b>116 255</b>	<b>163 614</b>
Valeurs à encaissement	20 293	55 630
Produits à recevoir	13 929	18 933
Divers comptes de régularisation	82 033	89 051
<b>Comptes de régularisation passif</b>	<b>137 072</b>	<b>160 733</b>
Exigibilités après encaissements	3 912	3 888
Produits constatés d'avance	68 313	62 457
Charges à payer	13 050	14 203
Comptes de régularisation divers	51 797	80 185

➤ Durée résiduelle - Ventilation des créances et des dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle, des obligations et autres titres à revenu fixe, des dettes représentées par un titre, des dettes subordonnées :

	Durée résiduelle inférieure ou égale à 3 mois	Durée résiduelle de 3 mois à un an	Durée résiduelle de 1 à 5 ans	Durée résiduelle de plus de 5 ans	Créances et dettes rattachées	Total
<b>Créances sur établissements de crédit</b>	<b>617 595</b>	<b>50 000</b>	<b>167 337</b>	<b>314 858</b>	<b>5 460</b>	<b>1 155 250</b>
. A vue	529 210				0	529 210
. A terme	88 385	50 000	167 337	314 858	5 460	626 040
<b>Créances sur la clientèle</b>	<b>773 010</b>	<b>1 222 992</b>	<b>4 957 275</b>	<b>7 455 533</b>	<b>23 097</b>	<b>14 431 907</b>
- Créances commerciales	5 406				0	5 406
- Autres concours à la clientèle	687 094	1 222 992	4 957 275	7 455 533	21 616	14 344 510
- Comptes ordinaires débiteurs	80 510				1 481	81 991
<b>Obligations &amp; autres titres à revenu fixe</b>	<b>0</b>	<b>32 945</b>	<b>1 125 840</b>	<b>668 522</b>	<b>5 564</b>	<b>1 832 871</b>
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>486 201</b>	<b>263 606</b>	<b>426 104</b>	<b>192 337</b>	<b>16 447</b>	<b>1 384 695</b>
. A vue	3 667				0	3 667
. A terme	482 534	263 606	426 104	192 337	16 447	1 381 028
<b>Opérations avec la clientèle</b>	<b>8 883 684</b>	<b>323 036</b>	<b>2 416 884</b>	<b>645 280</b>	<b>15 119</b>	<b>12 284 003</b>
- Comptes d'épargne à régime spécial	5 224 116	134 537	397 243	121 614	264	5 877 774
. A vue <sup>(1)</sup>	3 564 673				0	3 564 673
. A terme	1 659 443	134 537	397 243	121 614	264	2 313 101
- Autres dettes	3 659 568	188 499	2 019 641	523 666	14 855	6 406 229
. A vue	3 542 966				954	3 543 920
. A terme	116 602	188 499	2 019 641	523 666	13 901	2 862 309
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>664 287</b>	<b>634 215</b>	<b>889 364</b>	<b>526 500</b>	<b>32 549</b>	<b>2 746 914</b>
- Bons de caisse	1 884	7 836	19 270	0	788	29 778
- Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	662 403	626 379	870 094	526 500	31 761	2 717 137
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

<sup>(1)</sup> Le montant de la centralisation auprès du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations imputée sur les opérations avec la clientèle s'établit à 13 262 113 €.

## 2. Informations sur les postes du hors bilan

### Note 13 - Engagements donnés et reçus de financement, de garantie et sur titres

- Engagements de financement et de garantie conclus avec les établissements de crédits et avec la clientèle :

	Etablissements de crédit	Clientèle
Engagements de financement donnés	47 550	1 457 168
Engagements de garantie donnés	7 406	420 555
Engagements de garantie reçus	2 915 421	0

- Engagements donnés concernant les entreprises liées :

	Total du poste	Dont engagements concernant les entreprises liées
Engagements de financement donnés	1 504 718	2 052
Engagements de garantie donnés	427 961	869
Engagements sur titres donnés	0	0

### Note 14 - Instruments financiers à terme

- Opérations sur marchés organisés et assimilés : Néant

- Opérations sur marché de gré à gré :

	Opérations de couverture		Opérations de gestion de position		
	Micro couverture	Macro couverture	Positions ouvertes isolées	Gestion spécialisée d'un portefeuille	Autres modes de gestion
<b>Instruments de taux d'intérêt</b>	<b>1 420 350</b>	<b>2 460 000</b>	<b>364</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Contrats à terme ferme d'échange de taux	1 420 350	2 460 000	0	0	0
Contrats à terme optionnels	0	0	364	0	0

- Instruments financiers à terme : ventilation par durée résiduelle :

	Durée résiduelle inférieure à 1 an	Durée résiduelle de un à cinq ans	Durée résiduelle de plus de cinq ans	Total
Encours des swaps	240 000	2 805 650	834 700	3 880 350
Autres opérations sur instruments financiers	364	0	0	364
<b>TOTAL</b>	<b>240 364</b>	<b>2 805 650</b>	<b>834 700</b>	<b>3 880 714</b>

- Instruments financiers à terme : incidence significative sur le bilan :

	Montants au bilan	Montants au hors bilan correspondants
Primes sur instruments conditionnels achetés	45	0
Primes sur instruments conditionnels vendus	2 787	0
Dépôts de garantie versés.	44 877	0
Pertes potentielles ou à étaler sur contrat en cours	423	0
Gains potentiels ou à étaler sur contrats en cours	475	0
<b>TOTAL</b>	<b>48 607</b>	<b>0</b>

## ➤ Estimation de la juste valeur des instruments financiers :

	Encours	Juste valeur
Swaps de micro-couverture	1 420 350	-21 688
Swaps de macro-couverture	2 460 000	-30 765
Swaps position ouverte isolée	0	0
Swaps de trading	0	0
Caps micro-couverture	0	0
Caps macro-couverture	0	0
Caps position ouverte isolée	0	0
Options position ouverte isolée	364	-2 743
Floors macro-couverture	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 880 714</b>	<b>-55 196</b>

[Note 15 - Engagements pris en matière de Crédit-bail immobilier](#) : Néant

[Note 16 - Montant des engagements qui ne figurent pas au hors bilan](#)

## ➤ Autres engagements ne figurant pas au hors bilan :

	Total des engagements	Dont engagements se rapportant à des entreprises liées
Engagements donnés	27 730	0
Engagements reçus	27 980	0

## 3. Informations sur les postes du compte de résultat

[Note 17 - Produits et charges d'intérêts](#)

## ➤ Intérêts et produits assimilés :

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>518 328</b>	<b>457 589</b>
avec des établissements de crédit	146 745	129 005
avec la clientèle	303 590	261 060
sur obligations et autres titres à revenu fixe	26 995	31 424
autres intérêts et produits assimilés	40 998	36 100

## ➤ Intérêts et charges assimilées :

	31/12/2024	31/12/2023
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-473 040</b>	<b>-387 625</b>
avec des établissements de crédit	-87 100	-72 661
avec la clientèle	-293 308	-242 894
sur obligations et autres titres à revenu fixe	-92 632	-72 076
relatives à des dettes subordonnées	0	19
autres intérêts et charges assimilées	0	-13

[Note 18 - Revenus des titres à revenu variable](#)

	31/12/2024	31/12/2023
Actions et autres titres à revenu variable	7 989	5 672

Participations et autres titres détenus à long terme	418	6
Autres parts dans les entreprises liées	105 777	90 557
<b>TOTAL</b>	<b>114 184</b>	<b>96 235</b>

Note 19 - Commissions

	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	1 772	-1 014
Opérations avec la clientèle	82 306	-2 237
Opérations sur titres	1	-437
Opérations sur change	128	0
Opérations sur instruments financiers à terme	0	0
Commissions sur titres clientèle	4 575	-754
Commissions monétiques	41 392	-20 546
Commissions sur autres moyens de paiement	4 002	-2 553
Commissions diverses	29 318	-1 519
<b>TOTAL</b>	<b>163 494</b>	<b>-29 060</b>

Note 20 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation

	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur change	-338	-27
Opérations sur instruments financiers à terme	-3 474	-425
<b>TOTAL</b>	<b>-3 812</b>	<b>-452</b>

Note 21 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

	Plus et moins-values réalisées		Provisions	
	Moins-values	Plus-values	Dotations	Reprises
Opérations sur titres de placement	-274	30 502	-4 483	470

Note 22 - Autres produits et charges d'exploitation bancaire

## ➤ Autres produits d'exploitation bancaire :

	31/12/2024	31/12/2023
Quote-part des opérations faites en commun	0	0
Charges refacturées à l'exception des charges refacturées à l'euro l'euro	62	62
Transferts de charges	0	71
Produits sur opérations de location simple effectuées à titre accessoire	34	55
Produits provenant d'activités autres que les opérations de banque et autres que les opérations connexes	380	345
Reprises de provisions & récup s/créances amorties	360	25
<b>TOTAL</b>	<b>836</b>	<b>558</b>

## ➤ Autres charges d'exploitation bancaire :

	31/12/2024	31/12/2023
Quote-part des opérations faites en commun	1	0
Autres charges diverses	-2 076	-1 918
Dotations aux provisions pour risques et charges exploitation bancaire	-18	-398

<b>TOTAL</b>	<b>-2 093</b>	<b>-2 316</b>
--------------	---------------	---------------

Note 23 - Charges générales d'exploitation

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Frais de personnel	-121 822	-113 853
Salaires et traitements	-69 530	-67 025
Charges de retraites	-5 205	-4 822
Autres charges sociales et fiscales	-35 482	-31 567
Intéressement et participation des salariés	-11 605	-10 439
Impôts et Taxes	-1 729	-5 916
Autres frais administratifs	-62 904	-58 708
Refacturations charges	1 763	1 941
<b>TOTAL</b>	<b>-184 692</b>	<b>-176 536</b>

Note 24 - Coût du risque

	<b>Montants nets 31/12/2024</b>	<b>Montants nets 31/12/2023</b>
Provisions pour dépréciation des créances sur la clientèle et sur les établissements de crédit	-20 874	-9 576
Provisions sur titres	0	0
Provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan)	306	-70
Autres	666	1 099
<b>TOTAL</b>	<b>-19 902</b>	<b>-8 547</b>

Note 25 - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Sur immobilisations corporelles & incorporelles	564	48
Sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme	89	7 084
<b>TOTAL</b>	<b>653</b>	<b>7 132</b>

Note 26 - Impôt sur les bénéfices

	<b>Résultat courant</b>		<b>Résultat exceptionnel</b>	
	Régime de droit commun (taux normal)	Régime dérogatoire (taux réduit)	Régime de droit commun (taux normal)	Régime dérogatoire (taux réduit)
Base	61 325	2 111	0	0
Taux d'imposition	25,00%	15,00%		
Impôt brut correspondant	15 331	317		
Crédits d'impôts, avoirs fiscaux et imputations	-69			
Autres éléments (dont impôts additionnels)	0			
<b>Impôt net (Total : 15 579)</b>	<b>15 262</b>	<b>317</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Le groupe comptabilise la contribution économique territoriale (CET), composée de la cotisation foncière des entreprises (CFE), et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), comme une charge opérationnelle.

Note 27 - Résultat exceptionnel:

Le résultat exceptionnels s'établit à 4K€ au 31/12/2024. Il est lié à des indemnités octroyées dans le cadre de l'article 700.

**E. AUTRES INFORMATIONS**Note 28 - Effectif moyen du personnel

	31/12/2024	31/12/2023
Effectif moyen en ETP en activité au cours de l'exercice	1 610	1 586
<i>Dont gradés</i>	977	953
<i>Dont cadres</i>	536	536
<i>Dont autres employés (inclus CDD)</i>	97	97

Note 29 - Proposition d'affectation du résultat

Résultat net 2024	91 848
Report à nouveau	0
<b>Total à affecter</b>	<b>91 848</b>
Réserves	84 265
Dividendes	7 583
Report à nouveau	0
<b>Total affecter</b>	<b>91 848</b>

Note 30 - Appartenance à un groupe

Le Groupe de Crédit Mutuel de Maine-Anjou, Basse Normandie constitue la société mère du périmètre de consolidation Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse Normandie.

Le Groupe est également intégré dans les comptes consolidés du Groupe Crédit Mutuel établis par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, dont le siège social est 46, rue Bastion, 75017 Paris, SIREN 784646689. Les états financiers consolidés sont disponibles sur le site internet [www.creditmutuel.fr](http://www.creditmutuel.fr).

Note 31. Rapport de gestion

En application du règlement n° 2020-10 de l'Autorité des Normes Comptables, le rapport de gestion du Crédit Mutuel Maine-Anjou et Basse-Normandie est tenu à la disposition du public au :

Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie, 43, boulevard Volney, 53083 Laval Cedex 9.

### III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES REGROUPES

À l'Assemblée Générale de Fédération du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes regroupés de l'association Fédération du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes regroupés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupe Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie à la fin de cet exercice.

## Fondement de l'opinion

### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes regroupés" du présent rapport.

### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes regroupés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes regroupés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes regroupés pris isolément.

Risque de crédit - Dépréciation des prêts et créances sur base individuelle, collective et sectorielle

Le groupe Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle. Le stock de dépréciation sur les encours de crédits s'élève à 87,8 M€ pour un encours brut douteux de 208,0 M€ et le stock de provisions s'élève à 143,0 M€. Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'élève à -19,9 M€.

Comme indiqué dans les notes des annexes II. A, II. C1, II. D note 1, II.D note 5, II.D note 8 et II.D note 24, le groupe Crédit Mutuel Maine-Anjou et Basse-Normandie constitue ainsi des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques de pertes. Ces dépréciations peuvent prendre la forme de dépréciations individuelles de crédits et engagements hors bilan concernés ou de provisions collectives et sectorielles pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement.

Une dépréciation individuelle est constatée dès lors qu'il existe une preuve objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la mise en place du prêt – ou d'un groupe de prêts – susceptibles de générer une perte. La dépréciation est égale à la différence entre le solde de la créance et la valeur recouvrable, la valeur recouvrable étant évaluée en fonction des flux futurs recouvrables, ces derniers faisant l'objet d'un calcul d'actualisation réalisé au taux du crédit.

Par ailleurs, le groupe Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie enregistre des provisions collectives dont les modalités d'estimation sont basées sur des modèles développés par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, complétées le cas échéant par des dotations sur base sectorielle au regard de spécificités locales.

#### Dépréciation des encours de crédits douteux et contentieux sur base individuelle :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nous avons apprécié le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle. Ainsi, dans ce cadre, nos travaux ont notamment consisté en la réalisation :

- de tests de contrôle sur le dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ainsi que sur le processus de revue de crédit ;
- sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risque, d'analyses contradictoires des montants de provisions.



Provisionnement collectif et sectoriel :

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nos travaux ont principalement consisté à :

- apprécier l'existence d'un dispositif de contrôle interne
- effectuer une appréciation des travaux des auditeurs externes du Groupe Crédit Mutuel qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
  - ont apprécié l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence adéquate le caractère approprié des modèles de dépréciations et les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations ;
  - ont apprécié la pertinence de ces paramètres utilisés pour les calculs des dépréciations au 31 décembre 2024 ;
  - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits.
- Nous avons également revu les facteurs d'aggravation et de détérioration des paramètres sur les expositions à risque entraînant la comptabilisation d'une provision complémentaire.

Valorisation des parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme

Les parts détenues dans les entreprises liées par le groupe Crédit Mutuel Maine-Anjou et Basse-Normandie s'élèvent à 547,5 M€ au 31 décembre 2024 contre 527,7 M€ au 31 décembre 2023 et les titres de participation et autres titres détenus à long terme s'élèvent à 21,2 M€ au 31 décembre 2024 contre 22,0 M€ au 31 décembre 2023.

Comme mentionné en annexe, dans la note II. C. 4.4, les titres de participation sont inscrits au bilan pour leur valeur d'acquisition. A la clôture de l'exercice, des provisions sont constituées si l'évaluation individuelle des titres à leur valeur d'utilité fait ressortir une dépréciation par rapport à leur valeur d'acquisition. La valeur d'utilité s'apprécie d'après différents critères, à savoir : l'actif net, le cours de bourse ou la rentabilité.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour la clôture des comptes, nous avons examiné les éléments ayant conduit à la détermination des valeurs d'utilité au 31 décembre 2024 pour les principales lignes du portefeuille.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes regroupés des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes regroupés adressés aux sociétaires.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes regroupés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes regroupés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes regroupés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes regroupés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fédération à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes regroupés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes regroupés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes regroupés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes regroupés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fédération.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes regroupés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes regroupés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fédération à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes regroupés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes regroupés et évalue si les comptes regroupés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rennes et Paris La Défense, le 30 avril 2025  
KPMG AUDIT FS I SAS

Paris La Défense, le 30 avril 2025  
FORVIS MAZARS SA

Audrey MONPAS  
Associée

Arnaud BOURDEILLE  
Associé

KRITCHMAR ALEXANDRA  
Associée